

**Art. 2.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 53bis, rédigé comme suit :

« Art. 53bis. Le contrat de travail, visé à l'article 78quinquies de l'arrêté royal est établi en au moins trois exemplaires et doit notamment contenir des dispositions dont il appert que :

1° l'employeur a reçu une attestation délivrée par le bureau du chômage de l'Office dans laquelle il est confirmé que, en application des articles 78quinquies et 131sexies de l'arrêté royal, une allocation d'embauche peut être accordée;

2° l'allocation d'embauche ne peut être accordée que pour le trimestre au cours duquel l'occupation débute et pour les quatre trimestres suivants. Le salaire net, à payer par l'employeur pendant la période durant laquelle l'allocation d'embauche peut être accordée, est obtenu en déduisant l'allocation d'embauche du salaire net normal du mois considéré;

3° le travailleur, afin d'obtenir l'allocation d'embauche,

a) introduira au début de l'occupation, auprès de son organisme de paiement, un exemplaire du contrat de travail, accompagné de l'attestation délivrée par le bureau du chômage;

b) introduira chaque mois, pendant son occupation, auprès de son organisme de paiement, « un certificat d'allocation d'embauche » complété par l'employeur. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 1997.

Bruxelles, le 17 septembre 1997.

Mme M. SMET

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 53bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 53bis. De arbeidsovereenkomst bedoeld in artikel 78quinquies van het koninklijk besluit wordt opgesteld in minstens drie exemplaren en moet inzonderheid bepalingen bevatten waaruit blijkt dat :

1° de werkgever een attest ontvangen heeft, afgeleverd door het werkloosheidsbureau van de Rijksdienst waarin bevestigd wordt dat, in toepassing van de artikelen 78quinquies en 131sexies van het koninklijk besluit een banenplanuitkering kan toegekend worden;

2° de banenplanuitkering kan slechts toegekend worden voor het kwartaal waarin de tewerkstelling een aanvang neemt en voor de vier volgende kwartalen. Het door de werkgever te betalen nettoloon gedurende de periode tijdens dewelke de banenplanuitkering kan toegekend worden, wordt bekomen door de banenplanuitkering in mindering te brengen van het normale nettoloon voor de beschouwde maand;

3° de werknemer, ten einde de banenplanuitkering te bekomen,

a) bij de aanvang van de tewerkstelling een exemplaar van de arbeidsovereenkomst zal indienen bij zijn uitbetalingsinstelling samen met het attest afgeleverd door het werkloosheidsbureau;

b) tijdens de tewerkstelling maandelijks het door de werkgever ingevulde « banenplanvergoedingsbewijs », zal indienen bij zijn uitbetalingsinstelling. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1997.

Brussel, 17 september 1997.

Mevr. M. SMET

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 97 — 2151

[C - 97/27489]

#### 24 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon instituant le groupe d'experts relatif au marché de services WIN

##### RAPPORT AU GOUVERNEMENT WALLON

Le 3 juillet 1997, dans le cadre du programme pour le développement d'une politique des télécommunications en Wallonie, le Gouvernement wallon a chargé le Ministre qui les télécommunications dans ses attributions de la réalisation du projet WIN (Wallonie-Intranet).

D'une part, afin de mettre en place une infrastructure SDH performante et sécurisée, l'équipement de commutation de type IP et les routeurs d'accès nécessaires à la phase expérimentale, le Gouvernement a lancé trois marchés de fournitures en recourant à la procédure négociée avec publicité dans le cadre des secteurs spéciaux.

D'autre part, afin de choisir l'opérateur du réseau WIN, le Gouvernement a lancé un marché de services en recourant à la procédure négociée avec publicité dans le cadre des secteurs spéciaux tout en chargeant un groupe d'experts du contrôle de l'ensemble de la procédure.

A cette fin, il a décidé d'instituer un groupe d'experts par arrêté du Gouvernement wallon, lequel précisera sa composition, son statut et ses missions, et a chargé le Ministre qui a les télécommunications dans ses attributions de lui soumettre un projet d'arrêté en ce sens.

Tel est l'objet du présent arrêté.

Les points suivants méritent un commentaire particulier :

1. Les membres du groupe d'experts se voient investis d'un mandat de suivi de la procédure d'attribution et d'exécution du marché de services relatif au choix de l'opérateur du réseau WIN. Ils sont en outre chargés de formuler toute proposition destinée à la négociation d'accords de partenariat, à la définition de mesures d'encadrement en matière de politique économique et industrielle ainsi qu'au déploiement de la télématique dans les administrations (cf. art. 4 et 5 de l'arrêté).

Pour ce faire, les membres du groupe d'experts doivent faire preuve d'une grande disponibilité sur le plan fonctionnel; leur mandat doit en outre être permanent en ce sens qu'ils ne peuvent se faire représenter lors des réunions du groupe d'experts ni avoir de suppléants (cf. art. 2 de l'arrêté). C'est la raison pour laquelle il est prévu de leur octroyer des jetons de présence (cf. art. 11, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté).

2. Pour ce qui est des relations avec le Gouvernement, l'arrêté s'inscrit dans le cadre du fonctionnement normal du Gouvernement et ne porte pas préjudice à l'arrêté de fonctionnement du Gouvernement wallon.

Il s'ensuit que le groupe d'experts transmet au Gouvernement wallon ses propositions de décision dans le cadre de l'article 4 via le Ministre qui a les télécommunications dans ses attributions et ses propositions dans le cadre de l'article 5 via le Ministre-Président ou le Ministre qui a les télécommunications dans ses attributions. Les propositions du groupe d'experts sont donc transmises aux Ministres concernés d'initiative ou à la demande de ceux-ci.

Pour le surplus, les autres modalités de fonctionnement du groupe d'experts sont du ressort du Ministre ayant les télécommunications dans ses attributions (cf. art. 1<sup>er</sup>, al. 2, de l'arrêté).

3. L'article 9 de l'arrêté prévoit que le groupe d'experts est assisté par un secrétaire, lequel n'a pas voix délibérative.

Lors de la même séance du 3 juillet 1997, le Gouvernement a décidé de créer une cellule administrative de suivi du projet WIN au sein de la Division de l'Electricité, de l'Electromécanique, de l'Informatique et des Télécommunications du M.E.T. chargée du suivi de la gestion du projet WIN. Il est donc logique et cohérent de faire assurer le secrétariat du groupe d'experts par un membre de cette cellule (cf. art. 9 de l'arrêté), lequel assurera l'interface entre cette cellule et le groupe d'experts.

4. Afin de mener à bien ses missions et compte tenu de la haute technicité et de la stratégie à développer, le groupe d'experts doit pouvoir disposer, à tout moment et sans délai, d'un appui logistique tant de la part de consultants extérieurs que de la part des agents des administrations de la Région wallonne.

Les premiers seront consultés par le groupe d'experts soit par le biais de rémunérations forfaitaires (jetons de présence ou autres) pour les consultations ponctuelles soit par le biais de conventions pour les consultations plus suivies.

A l'égard des seconds, le groupe d'experts doit pouvoir compter sur leur collaboration directe et, à cet effet, peuvent leur adresser des instructions administratives directes, c'est-à-dire sans passer par la voie hiérarchique.

Ceci ne revient pas à donner au groupe d'experts le pouvoir d'intervenir dans l'organisation du travail de l'administration, laquelle reste du ressort des fonctionnaires généraux. Il appartient à ceux-ci d'organiser leurs services en vue de permettre leur meilleure disponibilité à l'égard du groupe d'experts et de déterminer pour ce faire les agents qui pourront être contactés directement par le groupe d'experts et qui devront donner suite aux demandes du groupe d'experts. C'est dans ce cadre que ce dernier pourra alors intervenir directement auprès de ces agents.

D'autre part, si la voie hiérarchique n'est plus la courroie de transmission des instructions, elle sera néanmoins avisée simultanément desdites instructions.

—  
**24 JUILLET 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon  
instituant le groupe d'experts relatif au marché de services WIN**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1<sup>er</sup>;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient d'instituer de toute urgence le groupe d'experts chargé de conduire la procédure du marché de services relatif au choix de l'opérateur du réseau WIN; qu'en effet, le démarrage du réseau étant prévu en janvier 1998, l'avis de marché doit être lancé dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports,

Arrête :

*CHAPITRE I<sup>er</sup> - Le groupe d'experts*

**Article 1<sup>er</sup>.** Il est institué, directement auprès du Gouvernement wallon, un groupe d'experts relatif au marché de services WIN, ci-après dénommé "le groupe d'experts".

Le groupe d'experts a son siège auprès du Ministre qui a les télécommunications dans ses attributions.

*CHAPITRE II - Composition du groupe d'experts*

**Art. 2.** Le groupe d'experts est composé de trois membres nommés par le Gouvernement en fonction de leur compétence et de leur expérience en matière de télécommunication et des matières économiques et financières associées au projet WIN :

1° un membre, sur la proposition du Ministre qui a les télécommunications dans ses attributions, qui assure l'animation du groupe;

2° un membre, sur la proposition du Ministre qui a l'économie dans ses attributions;

3° un membre, sur la proposition du Ministre qui a le budget dans ses attributions.

Le mandat des membres du groupe d'experts est de quatre ans. Il est renouvelable.

Les membres du groupe d'experts ont un mandat permanent, n'ont pas de suppléant et ne peuvent se faire remplacer.

*CHAPITRE III - Incompatibilité*

**Art. 3.** Les membres du groupe d'experts ne peuvent exercer, concomitamment et pendant un délai de cinq ans à compter de la fin de leur mandat, une activité rétribuée ou non au service de l'opérateur du réseau WIN ou d'un sous-traitant de cet opérateur.

Ils ne peuvent exercer concomitamment une activité rétribuée ou non au service d'un des candidats soumissionnaires du marché de services WIN ou au service d'un de leurs sous-traitants.

CHAPITRE IV - *Missions du groupe d'experts*

**Art. 4.** Le groupe d'experts est chargé de conduire et de contrôler l'ensemble de la procédure du marché de services relatif au choix de l'opérateur du réseau WIN : sélection des candidats et établissement de la short list, cahier des charges, analyse et comparaison des offres et classement des offres.

D'initiative ou à la demande du Ministre ayant les télécommunications dans ses attributions, le groupe d'experts soumet à la décision du Gouvernement toute proposition relative :

1° à la liste restreinte des candidats soumissionnaires;

2° au cahier spécial des charges;

3° à l'attribution du marché.

Les documents et conventions relatifs au marché de services sont signés, après approbation par le Gouvernement, par le Ministre-Président et par le Ministre ayant les télécommunications dans ses attributions, agissant au nom de la Région.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. D'initiative ou à la demande du Ministre-Président ou du Ministre ayant les télécommunications dans ses attributions, le groupe d'experts soumet au Gouvernement toute proposition destinée à la négociation d'accords de partenariat, à la définition de mesures d'encadrement en matière de politique économique et industrielle ainsi qu'au déploiement de la télématique dans les administrations de la Région.

§ 2. Le groupe d'experts communiquera, à leur demande, toutes les informations sur l'évolution du projet, au Ministre-Président et au Ministre des Télécommunications.

Ce dernier assurera l'ensemble de la communication relative audit projet avec la participation du Ministre-Président.

CHAPITRE V - *Fonctionnement du groupe d'experts*

**Art. 6.** Le groupe d'experts se réunit chaque fois qu'il l'estime nécessaire, sur convocation du membre représentant le Ministre des Télécommunications.

**Art. 7.** Le groupe d'experts forme un collège. Il ne peut délibérer que si deux de ses membres sont présents. Il prend ses décisions à l'unanimité des membres présents. En cas de partage des voix, la décision est rejetée.

**Art. 8.** Les membres du groupe d'experts sont tenus par le secret professionnel.

CHAPITRE VI - *Secrétariat*

**Art. 9.** Le secrétariat du groupe d'experts est assuré par un membre de la cellule administrative de suivi du projet WIN créé au sein de la division de l'électricité, de l'électromécanique, de l'informatique et des télécommunications du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports. Il est agréé par le groupe d'experts sur base d'une proposition faite par la cellule administrative.

Le secrétaire du groupe d'experts assiste sans voix délibérative aux réunions du groupe d'experts. Il est tenu par le secret professionnel.

CHAPITRE VII - *Consultation et appui administratif*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre des missions qui lui ont été confiées en vertu des articles 4 et 5, le groupe d'experts peut entendre toutes les personnes dont l'avis lui paraît utile et requérir toute information utile à l'exercice de ses missions.

Le groupe d'experts est également habilité, le cas échéant, à recourir au concours de consultants et de toute personne externe ayant des compétences spécifiques en matière de réseau de télécommunication.

§ 2. Afin de mener à bien les missions qui lui ont été confiées en vertu des articles 4 et 5, le groupe d'experts dispose d'un appui logistique direct auprès des agents du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports et du Ministère de la Région wallonne et peut, à cet effet, leur adresser des instructions administratives directes sans passer par la voie hiérarchique. Un protocole, à ce propos, sera conclu entre les secrétaires généraux et le groupe d'experts.

CHAPITRE VIII - *Allocations et indemnités*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement fixe le montant des jetons de présence attribués aux membres du groupe d'experts.

§ 2. Le Gouvernement établit la rémunération des consultants et personne externe visés à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, à charge du budget du Ministre-Président (allocation de base 12.02, programme 01, division organique n° 11) ou du Ministre ayant les télécommunications dans ses attributions (allocation de base 12.02, programme 05, division organique n° 53) selon leur nature.

CHAPITRE IX - *Dispositions finales*

**Art. 12.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 13.** Le Ministre ayant les télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 juillet 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Économie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,  
M. LEBRUN

## ÜBERSETZUNG

## WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 97 — 2151

[C - 27489]

**24. JULI 1997 — Erlaß der Wallonischen Regierung  
zur Einsetzung einer Gruppe von Sachverständigen bezüglich des WIN-Dienstleistungsauftrags**

## BERICHT AN DIE WALLONISCHE REGIERUNG

Im Rahmen des Programms zur Entwicklung einer Telekommunikationspolitik in Wallonien hat die Wallonische Regierung am 3. Juli 1997 den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Fernmeldewesen gehört, mit der Verwirklichung des WIN-Projekts (Wallonien-Intranet) beauftragt.

Um einerseits eine leistungsstarke und gesicherte SDH-Infrastruktur, die Datenvermittlungseinrichtung des Typs IP und die für die Versuchsphase notwendigen Netzanschlußrouter in Betrieb zu setzen, hat die Regierung beschlossen, drei Lieferaufträge im Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung im Rahmen der Sonderbereiche zu vergeben.

Um andererseits den Operator des WIN-Netzes auszuwählen, hat die Regierung einen Dienstleistungsauftrag im Verhandlungsverfahren mit Bekanntmachung im Rahmen der Sonderbereiche ausgeschrieben. Gleichzeitig hat die Regierung eine Gruppe von Sachverständigen damit beauftragt, die Gesamtheit des Verfahrens zu kontrollieren.

Zu diesem Zweck hat sie beschlossen, durch Erlaß der Regierung eine Gruppe von Sachverständigen einzusetzen. Dieser Erlaß wird ihre Zusammensetzung, ihr Statut und ihre Aufgaben angeben. Die Regierung hat den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Fernmeldewesen gehört, damit beauftragt, ihr einen Erlaßentwurf in diesem Sinne vorzulegen.

Dies ist also der Gegenstand des vorliegenden Erlasses.

Die folgenden Punkte erfordern einen besonderen Kommentar:

1. Die Mitglieder der Gruppe von Sachverständigen werden mit der ständigen Überprüfung des Vergabeverfahrens und der Durchführung des Dienstleistungsauftrags bezüglich der Auswahl des WIN-Netz-Operators beauftragt. Sie werden außerdem damit beauftragt, Vorschläge zwecks der Verhandlung von Partnerschaftsabkommen, der Festlegung von Rahmenbestimmungen in Sachen Wirtschafts- und Industriepolitik sowie zwecks der Entwicklung der Telematik in den Verwaltungen (vgl. Art. 4 und 5 des Erlasses) zu äußern.

Dazu müssen die Mitglieder der Gruppe von Sachverständigen eine große Verfügbarkeit im funktionellen Bereich beweisen. Ihr Mandat muß außerdem permanent sein, in diesem Sinne daß sie nicht berechtigt sind, sich bei den Sitzungen der Gruppe von Sachverständigen vertreten zu lassen oder Stellvertreter zu haben (vgl. Art. 2 des Erlasses). Deshalb wird vorgesehen, ihnen Anwesenheitsgelder zu gewähren (vgl. Art. 11, § 1 des Erlasses).

2. Was die Verhältnisse mit der Regierung betrifft, fügt sich der Erlaß in den Rahmen einer normalen Arbeitsweise der Regierung ein; er beeinträchtigt in keinerlei Hinsicht den Erlaß zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regierung.

Dies hat zur Folge, daß die Gruppe von Sachverständigen ihre Beschlußvorschläge im Rahmen von Artikel 4 über den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Fernmeldewesen gehört, und ihre Beschlußvorschläge im Rahmen von Artikel 5 über den Minister-Vorsitzenden oder den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Fernmeldewesen gehört, an die Wallonische Regierung übermittelt. Die Vorschläge der Gruppe von Sachverständigen werden deshalb den Ministern aus eigener Initiative oder auf deren Antrag hin übermittelt.

Darüber hinaus unterliegen die sonstigen Modalitäten betreffend die Arbeitsweise der Gruppe von Sachverständigen der Befugnis des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Fernmeldewesen gehört (vgl. Art. 1, Abs. 2 des Erlasses).

3. In Artikel 9 des Erlasses wird vorgesehen, daß die Gruppe von Sachverständigen den Beistand eines Sekretärs bekommt, der über keine beschließende Stimme verfügt.

Bei der gleichen Sitzung vom 3. Juli 1997 hat die Regierung beschlossen, eine Verwaltungszelle zur Weiterbehandlung des WIN-Projekts innerhalb der Abteilung Elektrizität, Elektromechanik, Informatik und Fernmeldewesen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen zu gründen, welche mit der verwaltungstechnischen Bearbeitung des WIN-Projekts beauftragt ist. Es ist daher logisch und kohärent, daß das Sekretariat der Gruppe von Sachverständigen von einem Mitglied dieser Zelle geführt wird (vgl. Art. 9 des Erlasses), welches die Schnittstelle zwischen dieser Zelle und der Gruppe von Sachverständigen darstellt.

4. Um ihre Aufgaben erfolgreich durchzuführen und unter Berücksichtigung des hohen technischen Charakters der Arbeit und der zu entwickelnden Strategie, muß die Gruppe von Sachverständigen jederzeit und sofort über eine logistische Unterstützung sowohl von externen Beratern als auch von den Bediensteten der Verwaltungen der Wallonischen Region verfügen können.

Die ersten werden bei Beratungen mit der Gruppe von Sachverständigen entweder anhand Pauschalvergütungen (Anwesenheitsgelder oder sonstige Vergütungen) für punktuelle Beratungen oder anhand Vereinbarungen für regelmäßige Beratungen entlohnt.

Was die zweiten betrifft, muß die Gruppe von Sachverständigen mit ihrer direkten Mitarbeit rechnen können. Zu diesem Zweck sind die genannten Sachverständigen berechtigt, ihnen direkte Verwaltungsanweisungen zu erteilen, d.h. ohne den Dienstweg zu benutzen.

Dies bedeutet nicht, daß die Gruppe von Sachverständigen die Befugnis hat, sich in die Organisation der Verwaltungsarbeit einzumischen, welche weiterhin zur Zuständigkeit der Generalbeamten gehört. Diese Beamten müssen ihre Dienststellen jedoch so organisieren, daß sie für die Gruppe von Sachverständigen eine optimale Verfügbarkeit bieten. Sie müssen ebenfalls die Beamten bezeichnen, mit denen die Gruppe von Sachverständigen direkt Kontakt aufnehmen kann, und die ihre Anträge bearbeiten müssen.

Nur in diesem Rahmen ist die Gruppe von Sachverständigen berechtigt, bei diesen Beamten direkt zu intervenieren.

Obwohl die Anweisungen nicht mehr über den Dienstweg erteilt werden, muß die Hierarchie andererseits jedoch gleichzeitig über diese Anweisungen informiert werden.

**24. JULI 1997 - Erlaß der Wallonischen Regierung  
zur Einsetzung einer Gruppe von Sachverständigen bezüglich des WIN-Dienstleistungsauftrags**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 1;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Gruppe von Sachverständigen, die mit der Führung des Verfahrens zum Abschluß des Dienstleistungsauftrags bezüglich der Auswahl des WIN-Netz-Operators beauftragt wird, unverzüglich einzusetzen. Da der Start des Netzes in der Tat im Januar 1998 vorgesehen ist, muß die Auftragsbekanntmachung so schnell wie möglich erfolgen;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

Beschließt:

*KAPITEL I - Die Gruppe von Sachverständigen*

**Artikel 1** - Eine sogenannte "Gruppe von Sachverständigen", deren Sachgebiet der WIN-Dienstleistungsauftrag ist, wird direkt bei der Wallonischen Regierung eingesetzt.

Die Gruppe von Sachverständigen hat ihren Sitz beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Fernmeldewesen gehört.

*KAPITEL II - Zusammensetzung der Gruppe von Sachverständigen*

**Art. 2** - Die Gruppe von Sachverständigen besteht aus drei Mitgliedern, die von der Regierung auf der Grundlage ihrer Fachkenntnisse und ihrer Erfahrung in Sachen Telekommunikation und im Bereich der mit dem WIN-Projekt zusammenhängenden Wirtschafts- und Finanzangelegenheiten ernannt werden:

1° ein Mitglied auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Fernmeldewesen gehört, das für die Leitung der Gruppe sorgt;

2° ein Mitglied auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° ein Mitglied auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört.

Das Mandat der Mitglieder der Gruppe von Sachverständigen dauert 4 Jahre. Es kann erneuert werden.

Die Mitglieder der Gruppe von Sachverständigen haben ein permanentes Mandat, haben keinen Stellvertreter und sind nicht berechtigt, sich vertreten zu lassen.

*KAPITEL III - Unvereinbarkeit*

**Art. 3** - Die Mitglieder der Gruppe von Sachverständigen sind nicht berechtigt, gleichzeitig und während einer Dauer von fünf Jahren ab dem Ende ihres Mandats eine entlohnte oder nicht entlohnte Tätigkeit im Dienste des WIN-Operators oder eines seiner Zulieferer auszuüben.

Sie sind nicht berechtigt, gleichzeitig eine entlohnte oder nicht entlohnte Tätigkeit im Dienste eines der potentiellen Anbieter oder im Dienste eines ihrer Zulieferer auszuüben.

*KAPITEL IV - Aufgaben der Gruppe von Sachverständigen*

**Art. 4** - Die Gruppe von Sachverständigen wird damit beauftragt, das gesamte Verfahren des Dienstleistungsauftrags bezüglich der Auswahl des Operators des WIN-Netzes zu führen und zu kontrollieren : Auswahl der Bewerber und Anfertigung der "short list", Lastenheft, Analyse und Vergleich der Angebote und Einstufung der Angebote.

Aus eigener Initiative oder auf Antrag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Fernmeldewesen gehört, legt die Gruppe von Sachverständigen jeden Vorschlag über das Folgende zur Entscheidung der Regierung vor:

1° die beschränkte Liste der potentiellen Anbieter;

2° das Sonderlastenheft;

3° die Vergabe des Auftrags.

Nachdem sie von der Regierung genehmigt worden sind, werden die Dokumente und Vereinbarungen bezüglich des Dienstleistungsauftrags vom Minister-Vorsitzenden und vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Fernmeldewesen gehört, die im Namen der Regierung handeln, unterzeichnet.

**Art. 5** - § 1. Aus eigener Initiative oder auf Antrag des Minister-Vorsitzenden oder des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Fernmeldewesen gehört, legt die Gruppe von Sachverständigen der Regierung jeden Vorschlag vor, der für die Verhandlung von Partnerschaftsabkommen, die Festlegung von Rahmenbestimmungen in Sachen Wirtschafts- und Industriepolitik sowie für die Entwicklung der Telematik in den Verwaltungen bestimmt ist.

§ 2. Die Gruppe von Sachverständigen teilt dem Minister-Vorsitzenden und dem für das Fernmeldewesen zuständigen Minister auf ihren Antrag hin die gesamten Auskünfte über die Entwicklung des Projekts mit.

Der für das Fernmeldewesen zuständige Minister sorgt für die gesamte Information bezüglich des besagten Projekts mit der Beteiligung des Minister-Vorsitzenden.

*KAPITEL V - Arbeitsweise der Gruppe von Sachverständigen*

**Art. 6** - Die Gruppe von Sachverständigen versammelt sich jedesmal wenn sie es für notwendig hält und auf Einberufung des Mitglieds, das den für das Fernmeldewesen zuständigen Minister vertritt.

**Art. 7** - Die Gruppe von Sachverständigen bildet ein Kollegium. Sie ist nur beschlußfähig, wenn zwei ihrer Mitglieder anwesend sind. Sie faßt ihre Beschlüsse mit der Einstimmigkeit der anwesenden Mitglieder. Bei Stimmgleichheit wird der Beschluß abgewiesen.

**Art. 8** - Die Mitglieder der Gruppe von Sachverständigen sind verpflichtet, das Berufsgeheimnis zu halten.

KAPITEL VI - *Sekretariat*

**Art. 9** - Das Sekretariat der Gruppe von Sachverständigen wird von einem Mitglied der innerhalb der Abteilung Elektrizität, Elektromechanik, Informatik und Fernmeldewesen des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen gegründeten Verwaltungseinheit zur verwaltungstechnischen Bearbeitung des WIN-Projekts geführt. Der Sekretär wird von der Gruppe von Sachverständigen auf der Grundlage eines von der Verwaltungseinheit geäußerten Vorschlags anerkannt.

Der Sekretär der Gruppe von Sachverständigen wohnt den Versammlungen der Gruppe von Sachverständigen ohne beschließende Stimme bei. Er ist verpflichtet, das Berufsgeheimnis zu halten.

KAPITEL VII - *Beratung und verwaltungsmäßige Unterstützung*

**Art. 10** - § 1. Im Rahmen der ihr aufgrund der Artikel 4 und 5 anvertrauten Aufgaben ist die Gruppe von Sachverständigen berechtigt, alle Personen, deren Meinung sie für nötig hält, anzuhören und jede für die Ausübung ihrer Aufgaben notwendige Auskunft einzuholen.

Die Gruppe von Sachverständigen ist ebenfalls befugt, gegebenenfalls die Beihilfe von Beratern und von jeder externen Person, die Fachkenntnisse in Sachen Telekommunikationsnetze hat, zu beantragen.

§ 2. Um die ihr aufgrund der Artikel 4 und 5 anvertrauten Aufgaben erfolgreich durchzuführen, verfügt die Gruppe von Sachverständigen über die direkte logistische Unterstützung der Bediensteten des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen und des Ministeriums der Wallonischen Region.

Zu diesem Zweck ist sie berechtigt, ihnen direkte Verwaltungsanweisungen zu erteilen, d.h. ohne den Dienstweg zu benutzen. Ein diesbezügliches Protokoll wird zwischen den Generalsekretären und der Gruppe von Sachverständigen abgeschlossen.

KAPITEL VIII - *Zulagen und Vergütungen*

**Art. 11** - § 1. Die Regierung legt den Betrag der den Mitgliedern der Gruppe von Sachverständigen gewährten Anwesenheitsgelder fest.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Entlohnung der in Artikel 10, § 1 erwähnten Berater und externen Personen, und zwar je nach ihrer Art zu Lasten des Haushalts des Minister-Vorsitzenden (Basiszuwendung 12.02, Programm 01, Organisationsbereich Nr. 11) oder des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Fernmeldewesen gehört, (Basiszuwendung 12.02, Programm 05, Organisationsbereich Nr. 53).

KAPITEL IX - *Schlußbestimmungen*

**Art. 12** - Der vorliegende Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 13** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Fernmeldewesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Juli 1997

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

VERTALING

## WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 97 — 2151

[C - 27489]

**24 JULI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot oprichting van een groep deskundigen in het kader van de overheidsopdracht voor aanneming van WIN-diensten**

## VERSLAG AAN DE WAALSE REGERING

In het kader van het programma tot bevordering van een telecommunicatiebeleid in Wallonië heeft de Waalse Regering de voor telecommunicatie bevoegde Minister op 3 juli 1997 belast met de uitvoering van het WIN-project (Wallonië-Intranet).

Enerzijds heeft de Regering, met het oog op de installatie van een efficiënte en veilige SDH-infrastructuur, van een omschakelapparatuur van het type IP en van de voor de experimenterende fase vereiste netwerkconnectiepunten, drie overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen bij onderhandelingsprocedure uitgeschreven, met inachtneming van de bekendmakingsregels in het kader van de bijzondere sectoren.

Anderzijds heeft de Regering voor de keuze van de exploitant van het WIN-netwerk één opdracht voor aanneming van diensten bij onderhandelingsprocedure uitgeschreven, met inachtneming van de bekendmakingsregels in het kader van de bijzondere sectoren. Tegelijkertijd heeft ze een groep deskundigen belast met het toezicht op de hele procedure.

De Regering heeft aldus besloten een groep deskundigen op te richten, waarvan de samenstelling, het statuut en de taken nader bepaald worden in een besluit, en zij heeft de voor telecommunicatie bevoegde Minister verzocht haar een besluitsontwerp in die zin voor te leggen.

Dat is het onderwerp van dit besluit.

De volgende punten dienen nader uitgelegd te worden :

1. De leden van de groep deskundigen zijn bekleed met een mandaat voor de opvolging van de procedure van aanbesteding en uitvoering van de opdracht voor aanneming van diensten i.v.m de keuze van de exploitant van het WIN-netwerk. Zij moeten bovendien alle voorstellen doen met het oog op de onderhandeling van samenwerkingsovereenkomsten, op de definitie van flankerende maatregelen inzake economisch en industrieel beleid alsmede op de bevordering van de telematica binnen de besturen (zie de artikelen 4 en 5 van het besluit).

Daartoe moeten de leden van de groep deskundigen blijk geven van een grote bereidwilligheid op functioneel vlak; ze moeten bovendien beschikken over een vast mandaat daar ze de vergaderingen persoonlijk moeten bijwonen (zie artikel 2 van het besluit). Daarom wordt voorzien in de toekenning van presentiegelden (zie artikel 11, § 1, van het besluit).

2. Wat de verhoudingen met de Regering betreft, past het besluit in het kader van de normale werking van de Regering en strookt het met het besluit betreffende de werking van de Waalse Regering.

Dientengevolge legt de groep deskundigen haar beslissingsvoorstellen in het kader van artikel 4 aan de Waalse Regering voor via de voor telecommunicatie bevoegde Minister en in het kader van artikel 5 via de Minister-President of de voor telecommunicatie bevoegde Minister. De groep deskundigen legt haar voorstellen op eigen initiatief of op verzoek van de betrokken Ministers aan deze laatste voor.

Voor het overige wordt de werking van de groep deskundigen door de voor telecommunicatie bevoegde Minister bepaald (zie art. 1., tweede lid, van het besluit).

3. Artikel 9 van het besluit bepaalt dat de groep deskundigen wordt bijgestaan door een secretaris, die niet stemgerechtigd is.

Tijdens dezelfde zitting van 3 juli 1997 heeft de Regering besloten een administratieve cel op te richten en te belasten met de opvolging van het WIN-project binnen de Afdeling Elektriciteit, Elektromechanica, Informatica en Telecommunicatie van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer. Het is dus logisch dat het secretariaat van de groep deskundigen door een lid van deze cel wordt waargenomen (zie art. 9 van het besluit). Dat lid zal als tussenpersoon tussen de cel en de groep deskundigen optreden.

4. Gezien de hoge techniciteit en de te ontwikkelen strategie moet de groep deskundigen, om haar taken te volbrengen, elk ogenblik en onmiddellijk kunnen rekenen op de logistieke steun zowel van externe adviseurs als van de ambtenaren van de besturen van het Waalse Gewest.

De adviseurs zullen door de groep deskundigen worden geraadpleegd, hetzij tegen forfaitaire bezoldigingen (presentiegelden of andere) voor punctuele raadplegingen, hetzij via overeenkomsten voor geregelde raadplegingen.

Anderzijds moet de groep deskundigen kunnen rekenen op de directe medewerking van de ambtenaren. Daartoe kan ze hen rechtstreeks administratieve onderrichtingen geven, d.w.z. zonder de hiërarchische weg te bewandelen.

Dit geeft de groep deskundigen niet het recht om zich te bemoeien met de organisatie van het bestuur, die immers tot de bevoegdheid van de ambtenaren-generaal behoort. Deze laatste moeten hun diensten zoveel mogelijk ter beschikking stellen van de groep deskundigen. Daartoe moeten ze de ambtenaren aanwijzen die als contactpersonen zullen optreden en de verzoeken van de groep deskundigen moeten inwilligen.

Zodoende kan de groep deskundigen rechtstreeks bij deze ambtenaren terecht.

Anderzijds wordt de hiërarchie meteen in kennis gesteld van de onderrichtingen die niet meer via haar gegeven worden.

#### 24 JULI 1997. — Besluit van de Waalse Regering tot oprichting van een groep deskundigen in het kader van de overheidsopdracht voor aanneming van WIN-diensten

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dringend een groep deskundigen moet worden opgericht voor de opvolging van de procedure betreffende de opdracht voor aanneming van diensten m.b.t. de keuze van de exploitant van het WIN-netwerk; dat het bericht van opdracht immers zo spoedig mogelijk moet worden bekendgemaakt, daar het net in werking wordt gesteld in januari 1998;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,

Besluit :

##### HOOFDSTUK I - *De groep deskundigen*

**Artikel 1.** Bij de Waalse Regering wordt een groep deskundigen opgericht in het kader van de opdracht voor aanneming van WIN-diensten, hierna "groep deskundigen" genoemd.

De groep deskundigen heeft haar zetel bij de Minister die voor telecommunicatie bevoegd is.

##### HOOFDSTUK II - *Samenstelling van de groep deskundigen*

**Art. 2.** De groep deskundigen bestaat uit drie leden die door de Regering worden benoemd op grond van hun bevoegdheid en ervaring inzake telecommunicatie alsmede economische en financiële materies betreffende het WIN-project :

1° één lid dat benoemd is op de voordracht van de voor telecommunicatie bevoegde Minister en dat instaat voor groepsbenadering;

2° één lid dat benoemd is op de voordracht van de Minister van Economie;

3° één lid dat benoemd is op de voordracht van de Minister van Begroting.

Het mandaat van de leden van de groep deskundigen loopt vier jaar en is hernieuwbaar.

De leden van de groep deskundigen hebben een vast mandaat. Ze hebben geen plaatsvervangers en mogen zich niet laten vervangen.

HOOFDSTUK III - *Onverenigbaarheid*

**Art. 3.** De leden van de groep deskundigen mogen tijdens hun mandaat en tijdens een periode van vijf jaar na het verstrijken ervan geen al dan niet bezoldigde activiteit uitoefenen voor de exploitant van het WIN-netwerk, noch voor één van zijn onderaannemers.

Ze mogen tijdens hun mandaat geen al dan niet bezoldigde activiteit uitoefenen voor de kandidaat-inschrijvers op een opdracht voor aanneming van WIN-diensten, noch voor één van hun onderaannemers.

HOOFDSTUK IV - *Taken van de groep deskundigen*

**Art. 4.** De groep deskundigen staat in voor de opvolging van en het toezicht op de hele procedure betreffende de opdracht voor aanneming van diensten i.v.m. de keuze van de exploitant van het WIN-netwerk : selectie van de kandidaten en opmaking van de short list, bestek, analyse, vergelijking en classificatie van de offertes.

De groep deskundigen legt de Regering, op eigen initiatief of op verzoek van de voor telecommunicatie bevoegde Minister, elk voorstel ter beslissing voor i.v.m. :

- 1° de beperkte lijst van de kandidaat-inschrijvers;
- 2° het bestek;
- 3° de gunning van de opdracht.

De documenten en overeenkomsten betreffende de opdracht voor aanneming van diensten worden na goedkeuring van de Regering ondertekend door de Minister-President of door de voor telecommunicatie bevoegde Minister, die namens het Gewest handelen.

**Art. 5.** § 1. De groep deskundigen legt de Regering, op eigen initiatief of op verzoek van de Minister-President of van de voor telecommunicatie bevoegde Minister, elk voorstel voor met het oog op de onderhandeling van samenwerkingsovereenkomsten, de definitie van flankerende maatregelen inzake economisch en industrieel beleid alsmede op de bevordering van de telematica binnen de besturen van het Gewest.

§ 2. De groep deskundigen moet de Minister-President of de voor telecommunicatie bevoegde Minister op hun verzoek alle informatie omtrent de evolutie van het project verstrekken.

De voor telecommunicatie bevoegde Minister zal, in samenwerking met de Minister-President, zorgen voor de gezamenlijke communicatie m.b.t. het project.

HOOFDSTUK V - *Werking van de groep deskundigen*

**Art. 6.** De groep deskundigen komt bijeen telkens als zij het nodig acht, na oproeping door het lid dat de voor telecommunicatie bevoegde Minister vertegenwoordigt.

**Art. 7.** De groep deskundigen vormt een college. Zij kan slechts beraadslagen als twee van haar leden aanwezig zijn. Zij beslist met eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden. In geval van staking van stemmen wordt de beslissing verworpen.

**Art. 8.** De leden van de groep deskundigen zijn gehouden aan het beroepsgeheim.

HOOFDSTUK VI - *Secretariaat*

**Art. 9.** Het secretariaat van de groep deskundigen wordt waargenomen door een lid van de administratieve cel voor de opvolging van het WIN-project, die opgericht is binnen de Afdeling Elektriciteit, Elektromechanica, Informatica en Telecommunicatie van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer. Het secretariaat wordt door de groep deskundigen erkend op voorstel van de administratieve cel.

De secretaris van de groep deskundigen woont de vergaderingen van de groep zonder stemrecht bij. Hij is gehouden aan het beroepsgeheim.

HOOFDSTUK VII - *Raadpleging en administratieve steun*

**Art. 10.** § 1. In het kader van de taken die haar krachtens de artikelen 4 en 5 worden opgelegd, mag de groep deskundigen alle personen horen van wie ze het advies nuttig acht en bij wie ze geschikte inlichtingen kan inwinnen.

In voorkomend geval mag de groep deskundigen tevens een beroep doen op adviseurs en op elke externe persoon met specifieke bevoegdheden i.v.m. het telecommunicatienet.

§ 2. Om de taken te volbrengen die haar krachtens de artikelen 4 en 5 worden opgelegd, kan de groep deskundigen rekenen op de directe logistieke steun van de ambtenaren van het Waalse Ministerie van Vervoer en Uitrusting en van het Ministerie van het Waalse Gewest en kan ze hen daartoe directe administratieve onderrichtingen geven zonder de hiërarchische weg te bewandelen. Dienaangaande zal een protocol worden gesloten tussen de secretarissen-generaal en de groep deskundigen.

HOOFDSTUK VIII - *Toelagen en vergoedingen*

**Art. 11.** § 1. De Regering bepaalt het bedrag van het presentiegeld dat bestemd is voor de leden van de groep deskundigen.

§ 2. De bezoldiging van de in artikel 10, § 1, bedoelde adviseurs en externe personen wordt door de Regering vastgesteld. Ze wordt uitgetrokken op de begroting van de Minister-President (basisallocatie 12.02, programma 01, organisatieafdeling nr. 11) of van de voor telecommunicatie bevoegde Minister (basisallocatie 12.02, programma 05, organisatieafdeling nr. 53), al naar gelang de aard ervan.

HOOFDSTUK IX - *Slopbepalingen*

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 13.** De voor telecommunicatie bevoegde Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 juli 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,  
M. LEBRUN